

ÉCONOMIE

Débat musclé sur l'avenir de l'agriculture

YVON LAPRADE

SAINT-HYACINTHE – Après d'interminables consultations, l'agriculture québécoise demeure orpheline d'une véritable politique bioalimentaire. Plus le temps passe, moins il se réalise des choses concrètes. Qui blâmer? L'absence de vision de l'État québécois? Les producteurs et les transformateurs eux-mêmes? Et si l'agriculture a de l'avenir, qu'en est-il du sort réservé aux agriculteurs dans une industrie qui se consolide et qui laisse beaucoup plus d'espace aux multinationales?

Ce sont là autant de questions auxquelles ont tenté de répondre, chacun à leur manière, les 600 participants à la

réflexion annuelle « Perspectives 2012 » organisée à Saint-Hyacinthe par le Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ). Cela a donné lieu à un débat musclé entre ceux qui réclament une prise de position du gouvernement en faveur de l'agriculture, et ceux qui croient au contraire qu'il faudrait laisser interagir les forces du marché, quitte à perdre des joueurs en chemin...

Le sous-ministre de l'Agriculture, Norman Johnston, a été le premier à s'amener sur la tribune pour parler du livre vert et des suites qu'il faudrait y donner. Sans grande surprise, il a admis que la route menant à une politique bioalimentaire est longue et sinueuse. « Ça prend du temps », a-t-il résumé.



Le véritable débat sur les défis et opportunités de l'agroalimentaire québécois a eu lieu en présence de Robert Laplante (IRÉC), Guy Debailleul (Université Laval) et Sylvain Charlebois (Université de Guelph).

En attendant que le gouvernement accouche d'une telle réforme, le sous-ministre croit néanmoins qu'il faudrait davantage inciter les consommateurs à acheter des produits du Québec. Il faudrait permettre aux consommateurs, a-t-il dit, de « distinguer l'œuf bleu » parmi le panier d'œufs blancs. Une façon colorée de vanter les produits québécois avec le bleu du Québec...

Des producteurs mécontents

Le véritable débat sur les « défis et opportunités » de l'agroalimentaire québécois a eu lieu en présence de trois observateurs qui suivent de près l'évolution de cette industrie.

Robert Laplante, directeur général de l'Institut de recherche en économie

contemporaine (IRÉC), a dit avec un certain cynisme que le gouvernement, le MAPAQ, a « failli à ses responsabilités ».

« Ça va nous prendre des interventions de l'État. Mais comme tout le monde, j'attends encore une politique agricole depuis six ans. Je vois bien qu'il semble urgent de... ne rien faire. Le choix du laisser-faire est en train de cultiver des problèmes que le marché va sanctionner tout seul. C'est un choix implicite et je crois que c'est important de se le rappeler », a-t-il dit.

Guy Debailleul, professeur au Département d'économie agroalimentaire et des sciences de la consommation à l'Université Laval, estime lui



ÉCONOMIE

aussi que le monde agricole fait face à un problème de gouvernance provinciale. Il constate que le rapport Pronovost a été déposé en 2008 et que le Québec « est toujours dans l'attente d'une politique agricole ». Il ajoute : « Le livre vert ne répond pas aux questions. »

Sylvain Charlebois, doyen intérimaire au Collège de management et d'études économiques de l'Université de Guelph, a présenté une vision à contre-courant qui a indisposé nombre de producteurs agricoles présents dans la salle.

Le professeur natif de Farnham, qui remplit des mandats pour l'Institut économique de Montréal (IÉDM), s'est aventuré sur un terrain glissant en affirmant qu'il n'a « aucun problème avec le mouvement de consolidation » auquel participent les géants Glencore et Cargill. Il propose de créer des grappes industrielles, de refaire les modèles traditionnels, et de favoriser la création de « Bombardier de l'agriculture », en référence à la réussite de la multinationale de l'aéronautique. En d'autres termes, élever plus haut les « gagnants » dans l'agroalimentaire et larguer les canards boiteux...

« Je préconise le libre marché parce que ça crée de la richesse. Je n'attendrai jamais après le gouvernement pour obtenir des solutions », a-t-il plaidé. Et que pense-t-il du livre vert déposé par le ministre de l'Agriculture, Pierre Corbeil, en juin 2011? « C'est un attentat. Un potage sans goût », a-t-il tranché.

Gestion de l'offre et financiarisation

Le livre vert et « l'inaction » du gouvernement Charest pour « trouver des solutions pour et par les agriculteurs » n'a pas été le seul sujet de discussion. Il a été beaucoup question d'une pos-

sible abolition du système canadien de la gestion de l'offre, sous un gouvernement conservateur qui pourrait « sacrifier ce système pour exporter le pétrole des sables bitumeux de l'Alberta », a relevé Robert Laplante.

La financiarisation de l'agriculture – au cœur du phénomène de l'accaparement des terres – a également fait l'objet de discussions animées. Le professeur Debailleul, qui rentre du Mali, croit qu'il ne faut pas minimiser les conséquences de cette nouvelle tendance mondiale.

« On a vu ça, récemment, au Lac-Saint-Jean (avec la Banque Nationale). Quel sens le phénomène d'acquisition de terres prendra-t-il? Est-ce qu'on spéculer sur la prise de valeur de ces terres en vue de faire la culture? Est-ce qu'on spéculer sur la possibilité de commercialiser des crédits? C'est un problème », a-t-il observé.

Mais il y a d'autres nuages menaçants qui pointent à l'horizon, comme l'a signalé l'économiste en chef du Mouvement Desjardins, François Dupuis, dans sa présentation des Perspectives économiques et financières 2012-2013. Selon lui, les producteurs agricoles et les principaux acteurs dans l'industrie bioalimentaire devront garder les yeux grands ouverts pour voir comment se comportera le voisin immédiat, les États-Unis, dont les finances demeurent précaires et préoccupantes.

« Une crise aux États-Unis (comme on l'a vu en Grèce, notamment) aurait une ampleur considérable et risquerait de nous faire très mal. C'est à surveiller de près », a-t-il prévenu.

Et puisque les États-Unis constituent encore le premier marché d'exportation pour le Canada, il y a de bonnes raisons de prendre des nouvelles sur la santé des finances de ce voisin incontournable...

